



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## Déclaration de la FSU 24 au CDEN

Madame la Préfète, Monsieur le vice-président du CD, Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les élus, Membres du CDEN,

Nous ne pouvons ouvrir cette séance sans dénoncer une situation internationale dramatique, où des peuples entiers et des innocents sont froidement sacrifiés sur l'autel du profit et des intérêts financiers. Cette logique de prédation ne s'arrête pas à nos frontières : elle s'insinue ici-même dans le démantèlement de nos services publics par ses politiques libérales et brutales. Dans l'Education Nationale, le nombre croissant de demandes de ruptures conventionnelles, de démissions, d'arrêts de travail — conséquences directes de la dégradation brutale de nos conditions de travail — est le symptôme de l'effondrement d'une profession enseignante épuisée. Pourtant, au lieu de protéger, le gouvernement choisit la répression. Il veut faire la chasse aux agents en souffrance non pas coupables mais victimes d'arrêts de travail, tout comme il fait la chasse aux sans-papiers ou aux demandeurs d'emplois, avec pour seul objectif de stigmatiser et de sanctionner toujours les mêmes : les travailleurs, travailleuses, et les plus précaires. Pendant ce temps, l'oligarchie et les milliardaires se gavent, accumulant des richesses indécentes et profitant sans vergogne des aides de l'État, sans aucun contrôle ni contrepartie. Voilà la réalité de la "cagnotte" évoquée par le ministre Lecornu : un transfert massif des richesses produites par le travail vers les coffres-forts d'une caste privilégiée. Entre lutte de classes et séparatisme des élites, le mépris social est total. C'est dans ce climat d'hostilité envers le monde du travail que nous siégeons aujourd'hui.

Cette instance dans laquelle nous sommes réunis devrait être le sanctuaire de l'ambition éducative pour notre département. Au lieu de cela, ce CDEN s'apparente à une chambre d'enregistrement de la démolition programmée de l'école publique en Périgord comme partout hélas.

La FSU 24 l'a dit en comité social d'administration, elle le répète ici avec force : la carte scolaire qui nous est imposée est un acte de maltraitance institutionnelle. Derrière la froideur de la dotation négative de 11,5 postes, il y a des visages, des parcours de vie brisés, une santé mentale des personnels qui vacille, des familles et des élèves en souffrance. Les enseignants et enseignantes de Dordogne ne demandent pas la lune : ils et elles demandent simplement les moyens d'exercer leur métier sans s'effondrer.

L'Etat porte le renoncement historique et Madame l'Inspectrice d'Académie, vous portez la responsabilité de traduire ce renoncement des tableurs Excel parisiens en fermetures de classes bien réelles. L'argument de la baisse démographique est une imposture intellectuelle que l'on nous ressert chaque année. Dans un département rural et fragile comme le nôtre, cette baisse devrait être l'occasion historique de réparer l'école :

- En consolidant enfin les RASED, ces sentinelles de la difficulté scolaire que l'on laisse dépérir.
- En garantissant le remplacement, aujourd'hui devenu une loterie indigne où des élèves perdent des semaines de cours.
- En redonnant vie au dispositif « Plus de Maîtres que de Classes », sacrifié alors qu'il est un levier d'égalité réelle.

L'« École Inclusive » sans moyens, sans places en IME ou en CMP, n'est qu'un slogan cruel. C'est une inclusion de façade qui épuise les enseignants et enseignantes et délaisse les élèves les plus fragiles. La campagne de promotion des PAS (Pôle d'Appui à

la Scolarité) est un autre leurre, surtout quand les moyens dédiés sont pris sur une dotation déjà négative.

Mesdames et messieurs les élus, sortez de la neutralité budgétaire car l'État n'est pas le seul comptable de ce désastre. Vous qui siégez ici, vous ne pouvez pas vous contenter de déplorer les fermetures de classes chaque année lors des inaugurations de kermesses. La responsabilité est l'affaire de toutes et tous mais en tant que représentants de vos pairs, ici dans cette instance, vous avez ce devoir moral de défendre toutes les situations. Nous ne vous apprenons rien, la survie de nos écoles dépend aussi des politiques territoriales même si, nous le savons, les collectivités territoriales sont aussi victimes des coupes budgétaires.

- Mais comment prétendre défendre l'école rurale quand on accepte la concentration des services avec le triste paradoxe de la désertification médicale qui fait fuir les familles ?
- Comment s'étonner de la baisse démographique quand l'offre de transports, de logements et d'emplois pour les jeunes foyers est défailante ?

L'école est souvent le dernier service public debout dans nos villages, la mairie, seule, n'en est plus un. Chaque classe qui ferme, c'est un signal de fin de vie envoyé à un territoire. Mesdames et messieurs les élus, nous vous demandons aujourd'hui de sortir de la gestion de l'existant pour entrer dans une résistance politique globale, au-delà de vos communes et de vos territoires. Vous devez exiger, aux côtés des organisations syndicales et des parents d'élèves, un moratoire sur les suppressions de postes. Le silence des élus face aux coupes budgétaires de l'Éducation nationale serait une forme de consentement à la dévitalisation de notre territoire. Nous espérons que votre vote, tout à l'heure, même s'il n'est que consultatif, sera au moins symbolique et solidaire.

Soyons lucides et offensifs : cette politique de l'abandon fait le lit de l'extrême droite. La Dordogne en est malheureusement un exemple. Sans lutte, sans engagement, nous allons tout droit vers le chaos. En traitant les élèves comme des variables d'ajustement comptables, le gouvernement et ceux qui le laissent faire alimentent un sentiment d'injustice qui se transforme en colère électorale. On ne combat pas les extrêmes droites avec des discours de vœux, on les combat en mettant des enseignants et des enseignantes devant chaque élève, en maintenant et en ouvrant des classes là où l'on en a besoin, et en redonnant de la dignité au service public. Quoi qu'il advienne lors des échéances électorales futures, nous, à la FSU, maintiendrons ce cap et ferons front. Une classe avec 15 élèves n'est ni une aberration pédagogique, ni dépourvue d'émulation, et nous sommes bien loin du scandale !

La FSU 24 ne sera pas la caution de ce démantèlement. Nous exigeons un plan d'urgence pour l'éducation en Dordogne comme sur l'ensemble du territoire. Nous appelons l'ensemble des collègues, les parents et les élus de ce département à cesser d'être les spectateurs et spectatrices de leur propre déclin et à rejoindre le combat pour une école publique, laïque et ambitieuse.

L'école n'est pas un coût, c'est l'avenir de notre territoire. Ne le sacrifiez pas.